

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Chalon-sur-Saône  
1 rue Georges Feydeau – CS 20105  
71351 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **TERREAL SAS**

Rue Léon Saccard  
71150 CHAGNY

Références : AV/MV/2022/C\_128

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2022 dans l'établissement TERREAL SAS implanté Rue Léon Saccard 71150 CHAGNY. L'inspection a été annoncée le 06/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TERREAL SAS
- Rue Léon Saccard 71150 CHAGNY
- Code AIOT dans GUN : 0005401426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Par arrêté préfectoral du 18 octobre 1991, la société TERREAL (ex-société Lambert) est autorisée à exploiter une usine de fabrication de tuiles sur la commune de Chagny en centre-ville.

En 2010, la société TERREAL a déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter suite à une réduction et une régularisation des activités du site.

Un arrêté préfectoral complémentaire en date du 22 novembre 2010 a permis de mettre à jour certaines prescriptions suite à ce nouveau mode de fonctionnement.

La liste des installations inspectées est pour partie : extérieurs; zones de stockage et de distribution du GNR, zones de stockage des huiles et des déchets, zone de stockage des tuiles fabriquées, réseaux, points de rejets.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative et notamment déclassement statut IED du site

- eau (consommation, rejets)
- rejets atmosphériques (rapports de mesure)
- bruit (contrôle réglementaire)
- déchets (gestion des déchets, registres)
- rétention – confinement des eaux
- points divers

**Les référentiels de l'inspection sont notamment :**

- code de l'environnement
- arrêté préfectoral d'autorisation du 18 octobre 1991
- arrêté préfectoral complémentaire du 22 novembre 2010
- arrêté ministériel de prescriptions générales applicables aux activités du site, dont l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc. de pierres, cailloux, etc. relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Constat hors point de contrôle :

L'usine U1/U3 est à l'arrêt depuis plusieurs années et est désaffectée. Elle est vouée à la démolition. Sous un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un plan d'action concernant le démantèlement de cette usine (à court ou moyen terme).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 3.1.1
Maintenance des disconnecteurs	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 3.1.2
Identification des effluents et Localisation des points de rejets	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, articles 3.3.1 & 3.3.3
Contrôles des rejets d'eaux du site	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 3.3.7
Valeurs limites d'émissions	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 3.3.6
VLE rejets eau paramètres	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Etude technico-économique	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 3.3.6
Surveillance des rejets à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
Respect des valeurs d'émurgences	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 5.4
Niveaux sonores en limites de propriété	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 5.5
Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Rétention	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Classement des installations	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 1
Nettoyage des séparateurs	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 3.3.2
VLE rejets eau (t°C pH couleurs)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 31
Contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 4.5
Respect des VLE - Four U5 - sortie épurateur	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 4.4
Registre des incidents - rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 4.3
Fréquence de contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 5.6
Déchets produits par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 6.6
Entreposage interne des déchets	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 6.3

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra présenter des engagements et un échéancier d'actions pour la mise en place d'un confinement des eaux d'extinction incendie sur le site suite à la transmission en avril 2020 de l'étude SOCOTEC "Gestion et solutions de confinement des eaux d'extinction d'incendie du site de Terreal 1" sous un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport. En cas de non-transmission des éléments demandés, des suites pourront être proposées au préfet de Saône-et-Loire.

Il est relevé 9 non-conformités portant sur :

- dépassement du volume autorisé de prélèvement au réseau d'eau potable ;
- absence d'analyses sur le rejet d'eaux pluviales R5 ;
- des dépassements des VLE sur les points de rejets d'effluents aqueux pour les paramètres MES, DCO et AOX ;
- absence de surveillance des retombées de poussières ;
- dépassement de la limite sonore autorisée en limite de propriété sur le point n°2 en période nocturne ;
- manque de certaines informations dans le registre des déchets sortants ;
- absence de rétention pour 7 GRV (Grand Récipient en Vrac) de glucose placés en extérieur ;
- absence de rétention d'un GRV de récupération d'eaux souillées placé dans la zone limitrophe au stockage de manganèse et d'huile ;
- absence de rétention pour 2 fûts d'huiles localisés dans l'atelier maintenance.

et 8 demandes de compléments sont formulées notamment au sujet :

- du positionnement "RSDE" du site ;
- de l'échéancier de mise en conformité du site relatif au confinement des eaux incendie.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Classement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour de rubriques ICPE			
Prescription contrôlée : L'article 1-2 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1991 est supprimé et remplacé par le tableau ci-dessous :			
Désignation de l'activité	Niveau d'activité	Rubrique	Régime
Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels, la puissance installée de l'ensemble des machines concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW	Puissance totale : 1061 kW	2515.1	A
Fabrication de produits céramiques et réfractaires, la capacité de production étant supérieure à 20 t/j	350 t/j	2523	A
Polychlorobiphényles, polychloroterphényles : utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés ou stockage de produits neufs contenant plus de 30 l de produits	1 transformateur 1 condensateur <i>Ces appareils doivent être éliminés avant le 31/12/2010.</i>	1180.1	D
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables, la capacité équivalente totale étant supérieure à 10 m <sup>3</sup> mais inférieure à 100 m <sup>3</sup>	2 cuves aériennes de gasoil de capacité unitaire de 80 et 0,5 m <sup>3</sup> Capacité équivalente : 16,5 m <sup>3</sup>	1432.2.b	D
Emploi de colorants et pigments organiques minéraux et naturels, la quantité de matière utilisée étant supérieure ou égale à 200 kg/j mais inférieure à 2 t/j	0,6 t/j	2640-2-b	D
Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa, ne comprimant et n'utilisant pas de fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	Compresseurs, groupe froid Puissance totale absorbée : 333 kW	2920.2.b	D

**Constats :** Un passage en revue des installations et des volumes d'activités a été réalisé au cours de la visite sur la base du tableau des rubriques ICPE établi lors de la visite d'inspection de 2018 et repris ci-dessous.

Rubrique	Désignation	Volume autorisé (seuil)	Régime	Nouveau régime
2515-1-a	Broyage concassage, criblage	1061* kW (550kW)	A	E
2523	Fabrication de céramique	350* t/j (20 t/j)	A	A
3350	Fabrication de produits céramiques par cuisson, tuiles d'une capacité > 75 t/jour et dans un four d'une capacité > 4 m <sup>3</sup> et d'une densité d'enfournement > 300 kg/3		A	A
2640-2-a	Emploi de colorants et pigments	600* kg/j (200 kg/j)	D	D
1435	Station service d'une cuve fixe à un réservoir de véhicule (GNR)	42 m <sup>3</sup> /an (100 m <sup>3</sup> /an)	NC	NC
1532	Stockage de bois ou équivalent (palette+latte)	100+650* m <sup>3</sup> (1000 m <sup>3</sup> )		
2560	Travail mécanique des métaux et alliages	30* kW (150 kW)		
2663	Stockage de pneumatiques et produits composé de polymères	52* m <sup>3</sup> (200 m <sup>3</sup> )		
2661-1-c	Transformation de polymères (filmeuse palette de tuiles)	0,8* t/j (2 t/j)		
2910	Installation de combustion au gaz naturel	0,187* MW (2 MW)		
2925	Atelier de charge d'accumulateur	6 kW (50 kW)		
4719-2 (ex 1418)	Quantité présente d'acétylène	21* kg (250 kg)		
4725 (ex 1220)	Quantité présente d'oxygène	288* kg (2 t)		
4718 (ex 1412)	Stockage de gaz inflammable (GN ou GPL)	332* kg (6 t)		
4734 (ex 1432)	Stockage de produits pétroliers (GNR)	10,2 t (50 t)		

\*données issues du dossier de mise à jour de 2010

Aucune modification n'a été réalisée par l'exploitant au niveau de ses activités ou des quantités entreposées sur le site.

A noter que le décret n° 2018-900 du 22 octobre 2018 a modifié la nomenclature et notamment les rubriques 2515-1a et 2515-2a qui passent du régime de l'autorisation à celui de l'enregistrement.

L'exploitant a demandé, le 23 décembre 2021, à abandonner sa capacité autorisée au titre de la rubrique 3350 afin de ne plus relever du statut IED. Une demande similaire a été formulée pour le site "Chagny Usine 2" route de Lessard. Lors de l'inspection, il a indiqué ne pas être certain de maintenir cette demande. En effet, la révision du BREF CER en cours prévoit une modification de l'intitulé de la rubrique ICPE 3350. Si cette modification se confirmait, le site serait à nouveau classé au titre de la rubrique 3350.

L'inspection a indiqué 2 possibilités :

- l'exploitant maintient sa demande de déclassement du statut IED et elle sera instruite sans temporisation. L'état d'avancement actuel de la revue du BREF CER ne permet toutefois pas de déterminer si les éventuelles prescriptions complémentaires issues de cette instruction seront toujours valables une fois la revue du BREF CER menée à son terme.
- l'exploitant informe le Préfet de l'abandon de sa demande de déclassement Au titre de la rubrique 3350.

Durant la suite de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il demanderait au Préfet l'abandon de sa demande (ainsi que de celle concernant le site TERREAL Usine 2 à Chagny).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Origine des approvisionnements en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes : Prélèvement annuel : Eau du canal 45 000 m <sup>3</sup> Réseau public (eau potable) 15 000 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué pour l'année 2021 les consommations suivantes : - 2352 m <sup>3</sup> d'eau prélevée au Canal - 19155 m <sup>3</sup> d'eau potable du réseau public.  <b>Constat 1-07062022 : NON-CONFORMITE :</b> l'exploitant prélève plus d'eau potable du réseau public que le volume autorisée dans son arrêté préfectoral.  L'exploitant indique que depuis plusieurs années, il est informé par Voies Navigables de France de périodes d'indisponibilité du canal soit pour travaux soit en raison de la sécheresse. Pendant ces périodes, il lui est donc impossible de pomper l'eau du Canal. L'exploitant a présenté les courriers VNF indiquant l'indisponibilité du Canal : - septembre 2019 à avril 2020 - décembre 2020 à mai 2021 - novembre 2021 à février 2022  L'exploitant a indiqué que sur les 21 000 m <sup>3</sup> consommé en 2021, seul 10000 m <sup>3</sup> sont rejetés dans les réseaux. Il a étudié les postes de consommation d'eau et la mis en place des mesures de recyclage de plus de la moitié des eaux.
<b>Observations :</b> Afin d'encadrer les dispositions relatives notamment aux prélèvements, aux économies d'eau, ... durant les périodes de restriction (sécheresse, restriction du canal par VNF) un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé ultérieurement à l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Maintenance des disconnecteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements de disconnexion font l'objet d'un contrôle de maintenance annuel, l'exploitant transmettra les résultats de ces contrôles à l'ARS et les tiendra à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les 7 certificats de contrôle des disconnecteurs présents sur le site sur : <ul style="list-style-type: none"><li>- eaux groupe froid glycolé</li><li>- eau ville U5</li><li>- eau potable canal U5</li><li>- alimentation eau ville cercle</li><li>- eau ville U1/U3</li><li>- atelier maintenance RIA</li><li>- atelier maintenance</li></ul> Les derniers contrôles APAVE datent du : 22 avril 2020, 07 avril 2021, 05 avril 2022.  Le contrôle 2021 indique pour 2 des disconnecteurs : <ul style="list-style-type: none"><li>- n°17054515 : "hors service"</li><li>- n°32009721 : "absence de filtre avec robinet de rinçage"</li></ul> Pour ces deux dispositifs, le disconnecteur n°17054515 a été remplacé (n°21078491) mais l'anomalie relevée pour le second est toujours présente.  <b>Constat 2-07062022 : DEMANDE DE COMPLEMENT :</b> l'exploitant indiquera les actions qui seront mises en place pour rendre ce dispositif conforme sur le disconnecteur n°32009721.  Les certificats sont envoyés à l'ARS (sauf oubli en 2021).
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté le plan des réseaux sur lequel les disconnecteurs sont localisés et les n° ont été ajoutés. Suite aux remplacements de certains dispositifs depuis la réalisation du plan, ce dernier devra être mis à jour (n° des dispositifs).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Nettoyage des séparateurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 3.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les séparateurs d'hydrocarbures doivent être nettoyés, vidangés et contrôlés au moins une fois par an et entretenus si nécessaire,
<b>Constats :</b> Le site présente deux séparateur d'hydrocarbures localisés : maintenance (volume 1 m3) et à côté de la préparation des terres (7 m3). Ces dispositifs sont nettoyés et curés annuellement. L'exploitant a présenté les bordereaux de suivi des déchets suite aux curages des dispositifs en date du 15 décembre 2021 (3 tonnes d'eau + hydrocarbures et 23 tonnes d'eau + hydrocarbures + boues). Les bordereaux sont dûment complétés et signés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Contrôles des rejets d'eaux du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 3.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait réaliser, au niveau des points de rejets de son site, des mesures de la qualité des eaux. Ces analyses, à effectuer trimestriellement et sur une durée de 24h, doivent permettre de vérifier le respect des valeurs limites indiquées ci-avant.
<b>Constats :</b> L'exploitant fait bien réaliser des analyses trimestriellement : - janvier, avril, juillet et octobre 2020 - mars, juillet, octobre et décembre 2021 - mars 2022  Les points contrôlés sont R3, R5, R13 et R15.  <b>Constat 3-07062022 : NON-CONFORMITE :</b> le point R5 ne présente pas d'analyse. L'exploitant indique que le point R5 récupère principalement les eaux de pluie de toiture de l'après-patère et qu'il est régulièrement à sec. Il n'y avait pas d'eau lors des passages du prestataire en 2021 (échantillonneur installé (prélèvement sur 24h) mais pas d'eau dans les flacons).  A noter que l'exploitant fait réaliser une fois par an l'analyse des eaux du four (rejet R4, avant rejet dans le réseau d'eaux usées communal) fin juillet. La dernière analyse date du 24 juin 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Identification des effluents et Localisation des points de rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 3.3.1 & 3.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article 3.3.1 : Identification des effluents</b> L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• eaux domestiques,</li><li>• eaux de lavage,</li><li>• eaux issues des piscines des fours à joints d'eau,</li><li>• eaux de type pluviales et de ruissellement.</li></ul> <b>Article 3.3.3. : Localisation des points de rejets</b> Tous types d'effluents : 4 points de rejet : R3, R5, R13 et R15 : réseau d'eaux usées communal de type unitaire puis STEP de Chagny. Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).
<b>Constats :</b> L'exploitant est bien en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• eaux domestiques,</li><li>• eaux de lavage,</li><li>• eaux issues des piscines des fours à joints d'eau,</li><li>• eaux de type pluviales et de ruissellement.</li></ul> Il a présenté sur son plan des réseaux la localisation des 4 points de rejet : R3, R5, R13 et R15. Ces rejets sont collectés et évacués dans le réseau d'eaux usées communal de type unitaire.  <b>Constat 4-07062022 : PRESCRIPTIONS INADAPTEES</b> Il existe en effet sur le site un autre type de rejet. Il s'agit du rejet par bâchées des eaux des fours (2 jours fin juillet ) et des eaux des refroidisseurs adiabatiques (120 jours entre juin et septembre). Ce



rejet est nommé R4 par l'exploitant.

Ce point présente aussi des eaux pluviales puisque lors de son contrôle inopiné 2021 (réalisé en rattrapage en février 2022), la présence d'effluents est constatée alors qu'aucun rejet par bâchée n'a été effectué (hors période).

**Observations :** les prescriptions relatives à l'identification des effluents et la localisation des points de rejets seront modifiées à l'occasion d'une mise à jour ultérieure de l'arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Valeurs limites d'émissions

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 3.3.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Paramètres	Concentrations limites (en mg/l)
DCO	500
DBO5	500
MEST	50
Hydrocarbures totaux	5
AOX	0,1
Pb	0,3
Zn	2
Cd	0,07

**Constat 5-07062022 : NON-CONFORMITE :** dépassement des VLE prescrites en DCO, MES et AOX sur 3 des 4 points de rejets durant l'année 2021 et en MES en 2022 (1er trimestre).

Sur l'année 2021 :

Dépassement en DCO sur R15 au 1er et au 4ème trimestre

Dépassement en MES pour R3 au 1er trimestre, pour R13 et R15 sur les 4 trimestres

Dépassement en AOX sur R15 au 1er, 3ème et 4ème trimestre et sur R13 au 4ème trimestre

La valeur mesurée en AOX sur R15 au 4ème trimestre est de **150 mg/l au lieu de 0,1**

A noter que les rejets du site collectent également les eaux usées provenant de l'extérieur du site.

Sur le début d'année 2022 :

Dépassement en MES pour R13 au 1er trimestre.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : VLE rejets eau (t°C pH couleurs)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'arrêté d'autorisation fixe le débit maximal journalier du (ou des) rejet(s).  Lorsque le débit maximal journalier autorisé dépasse le 1/10e du débit moyen interannuel au sens de l'article L. 214-18 du code de l'environnement du cours d'eau ou s'il est supérieur à 100 m3/j, l'arrêté d'autorisation fixe également une limite à la moyenne mensuelle du débit journalier ainsi qu'une valeur limite instantanée.  La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.  Sauf dispositions particulières prévues par arrêté préfectoral pour les plateformes industrielles relevant de l'article L. 515-48 du code de l'environnement, le pH des effluents rejetés est compris entre 5,5 et 8,5,9,5 s'il y a neutralisation alcaline.  La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. Après établissement d'une corrélation avec la méthode utilisant des solutions témoins de platine-cobalt, la modification de couleur, peut en tant que de besoin, également être déterminée à partir des densités optiques mesurées à trois longueurs d'ondes au moins, réparties sur l'ensemble du spectre visible et correspondant à des zones d'absorption maximale.  Sans préjudice des dispositions de l'article 21, les valeurs limites d'émissions sont fixées dans l'arrêté d'autorisation sur la base du respect des normes de qualité définies par la réglementation en vigueur, en application de l'article R. 211-11-1 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les analyses réalisées pour chaque trimestre de l'année 2021. La température a été mesurée aux points R3, R13, et R15. Les mesures sont inférieures à 30°C. Pour ces 3 points de rejet, Le pH mesuré est compris entre 7 et 8.  cf. constat 3-07062022 : NON-CONFORMITE: il n'y a pas d'analyses disponibles pour le point R5.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : VLE rejets eau paramètres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.  Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée en considérant la concentration nette qui résulte de l'activité de l'installation industrielle.  1 - Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5) 2- Azote et phosphore 3 - Substances caractéristiques des activités industrielles 4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau
<b>Constats :</b> Jusqu'au premier trimestre 2021, l'exploitant a suivi les paramètres suivants issus de l'article 3.3.6 de l'AP de 2010 : DBO5, DCO, MEST, HCT, AOX, Plomb, Zinc et Cadmium ainsi que les paramètres : Manganèse, Cuivre, Chrome, Nickel, Arsenic et métaux totaux.  Depuis 2020, une étude est en cours pour repositionner le site vis-à-vis des rejets aqueux dans le cadre de l'arrêté "RSDE" du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement. Depuis le deuxième trimestre 2021, l'exploitant fait réaliser en plus des paramètres indiqués précédemment la surveillance des paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Nitrate</li><li>▪ Nitrite</li><li>▪ NTK</li><li>▪ Azote global</li><li>▪ Phosphore</li><li>▪ Indice phénol</li><li>▪ Cyanures totaux</li><li>▪ Métaux totaux : Chrome 6, Sn, Fe, Hg, As , Al</li><li>▪ Fluorures</li></ul> <b>Constat 6-07062022 : DEMANDE DE COMPLEMENT :</b> l'exploitant devra compléter son positionnement (en concentration, flux et fréquence de surveillance) sur les paramètres listés dans l'article 33 de l'AM du 2 février 1998 en prenant en compte les estimations de débit qui ont été communiquées en début d'année 2022.
<b>Observations :</b> L'absence de surveillance d'une ou plusieurs des substances de la famille 3 "Substances caractéristiques des activités industrielles" nécessite une justification par un argumentaire solide démontrant que l'activité du site ne peut pas rejeter la substance en question. Un argumentaire pertinent (vérifiable et contrôlable, basé sur une description objective et exhaustive du process) démontrant l'impossibilité d'émission d'une substance caractéristique pourrait être jugé recevable et ne pas nécessiter de mesures complémentaires. Dans tous les cas un argumentaire basé sur une seule mesure ne peut être considéré comme suffisant pour permettre d'écarter le suivi de paramètres dits "Substances caractéristiques des activités industrielles" de la surveillance.  Pour ne pas suivre certains paramètres de la famille 4 "Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau", l'exploitant peut s'appuyer sur sa connaissance des matières premières (fiche de données de sécurité), de ses procédés, des modélisations et des mesures.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Etude technico-économique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 3.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Etude : l'exploitant est tenu d'effectuer une étude technico-économique sur les rejets d'eaux du site visant notamment à la déconnexion des eaux extérieures en amont de l'usine, à la séparation des réseaux d'eau sur le site (eaux pluviales/eaux usées) et au traitement des eaux de ruissellement, notamment en cas de forte précipitation. Cette étude doit être réalisée sous un délai de six mois.
<b>Constats :</b> Suite à la visite d'inspection du 15 février 2018 ayant conduit à la prise d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°DCL/BRENV/2018-93-1, et suite à la visite d'inspection du 3 octobre 2019 de récolement l'exploitant a produit : <ul style="list-style-type: none"><li>- un plan de récolement du site de Chagny 1 (eaux)</li><li>- une étude technico-économique avec solutions et chiffrages</li><li>- les justificatifs de mise en place d'une vanne martelière au point R5 et la procédure associée au fonctionnement de cette vanne.</li></ul> <p>Un échéancier prévisionnel pour la conduite à terme de l'étude restait à fournir.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que le coût financier de l'étude de 2020 semble sous-estimé par le bureau d'études car il n'aborde pas ou peu les difficultés techniques de la mise en place des solutions qui augmenteront le coût de leur réalisation.</p> <p><b>Constat 7-07062022 : DEMANDE DE COMPLEMENT :</b> l'exploitant transmettra un échéancier prévisionnel pour la mise en conformité du site suite à l'étude produite en janvier 2020 par SOCOTEC et transmise à l'inspection en avril 2020, sous un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport. En cas de non-transmission des éléments demandés, des suites pourront être proposées au préfet de Saône-et-Loire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Contrôle des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures concernant les polluants visés à l'article précédent par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées. Ces mesures s'effectuent conformément aux normes en vigueur et sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations en dehors des périodes de démarrage et d'arrêt. Ces résultats sont transmis à l'inspecteur des installations classées avec les commentaires nécessaires. D'autre part, le bon fonctionnement de l'installation de traitement des fumées doit être contrôlé au minimum chaque trimestre.
<b>Constats :</b> Les mesures des polluants sont réalisées annuellement par le laboratoire CERECO sur le conduit n°11 du four U5. Le dernier contrôle a été réalisé le 13 septembre 2021.  L'exploitant indique que le contrôle du bon fonctionnement de l'installation de traitement des fumées est réalisé en suivi quotidien lors des réunions de production entre les responsables production et sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Respect des VLE - Four U5 - sortie épurateur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 4.4		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).		
<b>Polluants</b>	<b>Sortie épurateur</b>	
	<b>Concentration (mg/Nm<sup>3</sup>)</b>	<b>Flux (kg/h)</b>
Poussières	20	0,8
Soufre (exprimé en SO <sub>2</sub> )	50	2
Gaz azotés (exprimés en NO <sub>2</sub> )	50	2
Composés gazeux chlorés (exprimés en HCl)	25	1
Composés gazeux fluorés (exprimés en HF)	5	0,2
Débit : 40000 Nrm <sup>o</sup> /h ; Hauteur de la cheminée : 20 m.		
<b>Constats :</b> Les résultats du contrôle 2021 indiquent que les mesures sur les paramètres NOX, poussières, SO <sub>2</sub> , HF et HCl sont conformes en concentration et en flux.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet		

**Nom du point de contrôle :** Registre des incidents - rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 4.3		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.		
<b>Constats :</b> Les éventuels incidents, les causes et les solutions apportées par l'exploitant sont retranscrites dans la GMAO du site.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet		

**Nom du point de contrôle : Surveillance des rejets à l'atmosphère**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement.</p> <p>Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est prévu. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>Le respect de la norme NF X 43-007 (2008)-méthode des plaquettes de dépôt-et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés par le préfet de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.</p>
<p><b>Constats : Constat 8-06072022 : NON-CONFORMITE :</b> L'exploitant n'a jamais fait de mesures de surveillance de la qualité de l'air par la mesure de retombée de poussières.</p> <p>L'exploitant indique qu'il est prêt à réaliser des mesures, certainement par la méthode des plaquettes de dépôt (possibilité laissée aux installations existantes).</p>
<p><b>Observations :</b> L'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 indique :</p> <p>« Selon leur puissance, la concentration en poussières émises par les installations respecte les valeurs limites suivantes :</p> <p>« - pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW : 20 mg/Nm<sup>3</sup> ;</p> <p>« - pour les autres installations : 40 mg/Nm<sup>3</sup> pour les installations existantes, 30 mg/Nm<sup>3</sup> pour les installations nouvelles.</p> <p>« Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement selon les dispositions définies à l'article 56 du présent arrêté.</p> <p>L'article 42 du même arrêté précise que :</p> <p>« Les contrôles des rejets de poussières, effectués selon :</p> <p>« - la norme NF X 44-052 (2002) pour les mesures de concentrations de poussières supérieures à 50 mg/m<sup>3</sup> ;</p> <p>« - la norme NF EN 13284-1 (2002) pour celles inférieures à 50 mg/m<sup>3</sup> ;</p> <p>« - la norme NF EN ISO 23210 (2009) pour la part de particules PM10,</p> <p>« sont réputés garantir le respect des exigences réglementaires définies au 4e alinéa de l'article 39 du présent arrêté. Ces contrôles sont réalisés par un organisme agréé. »</p> <p>L'article 57 prescrit que :</p> <p>"L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle."</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Niveaux sonores en limites de propriété**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 5.5		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nuisances sonores		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :		
Périodes	Période de jour allant de 7h à 22h, sauf dimanche et jours fériés	Période de nuit allant de 22h à 7h ainsi que les dimanche et jours fériés
Niveau sonore limite admissible en limite de propriété	60 dB(A)	50 dB(A)
<p>Les émissions sonores dues aux activités des installations du site ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 5.4 dans les zones à émergence réglementée. Ces zones sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>* l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse),</li><li>* les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation,</li><li>* l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.</li></ul>		
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les résultats des mesures réalisées en 2019 et 2021 par le cabinet ESCE.</p> <p>Le rapport ne présente pas explicitement les résultats des mesures des niveaux sonores en limite de propriété.</p>		
<p><b>Constat 9-07062022 : NON-CONFORMITE :</b> le niveau sonore du point 2 en limite de propriété en période de nuit est supérieur à 50 dB(A).</p>		
<p><b>Constat 10-07062022 : DEMANDE DE COMPLEMENT :</b> l'exploitant justifiera que les mesures ainsi que leur analyse ont été réalisées conformément à la norme NF S 31-010 - Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement. et, qu'il contient les éléments mentionnés au point 7.1 de cette norme.. Il est notamment attendu que le rapport présente explicitement les niveaux sonores en limite de propriété et un positionnement vis à vis des VLE fixées en limite de propriété dans l'arrêté préfectoral en période diurne et nocturne pour chacun des points en limite de propriété.</p>		
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites		
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet		

**Nom du point de contrôle :** Respect des valeurs d'émergences

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 5.4		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nuisances sonores		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanche et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h ainsi que les dimanche et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
<b>Constats :</b> Les mesures pour les points 1, 2, 3 et 4 réalisées en 2021 montrent que les niveaux sonores et les émergences de la société TERREAL sont conformes aux valeurs limites d'émission et aux émergences réglementaires fixées par son arrêté préfectoral n°10-04843.  Cependant, les valeurs d'émergence sont calculées sur la base des bruits résiduels mesurés lors de la campagne de mesures réalisée les 4 et 5 août 2018 par le cabinet ESCE.  <b>Constat 11-07062022 : DEMANDE DE COMPLEMENT :</b> l'exploitant justifiera que sa mesure de bruit résiduel est toujours représentative de l'environnement du site. Les niveaux résiduels peuvent en effet évoluer, par exemple suite au développement de la ville, à l'implantation d'un nouveau voisin bruyant, etc. La présentation et le calcul des émergences ne sont pas conformes à la norme NF S 31-010 - Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement.  <b>Constat 12-07062022 : DEMANDE DE COMPLEMENT :</b> l'exploitant justifiera que son rapport est conforme à la norme NF S 31-010 - Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement. Il est notamment attendu un positionnement vis à vis des VLE fixées dans son arrêté en période diurne et nocturne.		
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite		
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet		

**Nom du point de contrôle :** Fréquence de contrôle des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 5.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nuisances sonores
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fera réaliser, à ses frais, sous 6 mois, à compter de la notification de l'arrêté, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié. Par la suite, cette mesure sera réalisée tous les ans. Ces mesures se feront en limite de propriété et aux emplacements définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.
<b>Constats :</b> L'exploitant fait réaliser les contrôles annuellement. A cause de la crise sanitaire en 2020, le contrôle 2020 n'a pas été réalisé. L'exploitant a présenté les rapports datés : - 4 et 5 août 2018, - 14 et 15 septembre 2019 - 20 au 22 novembre 2021. La prestation est réalisée par le cabinet ECSE à Besançon.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Déchets produits par l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 6.6			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets			
<b>Prescription contrôlée :</b> Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :			
Type des déchets	Code	Mode de stockage	Quantité maximale stockée sur le site
Huiles usagées*	12 01 07	Conteneur	4 t
Emballages souillés*	15 01 10	Conteneur	1 t
Boues de séparateur*	13 05 02 ; 13 05 06 ; 13 05 07	Dans séparateur	-
Chiffons souillés*	15 02 02	Caisse	300 kg
Fines de calcaire* (épuration des fumées)	10 12 09	Benne couverte	10 t
Déchets métalliques	20 01 40	Benne	20 t
Papiers – cartons	15 01 01	Benne	10 t
Bois	20 01 38	Benne	10 t
Déchets divers en mélange	20 01 99	Benne	10 t
<b>Constats :</b> En sus des déchets repris dans l'arrêté préfectoral, l'exploitant fait reprendre par CHIMIREC les D3E et les néons/ampoules.  Les fines de calcaire sont reprises par la société Compost 21 pour valorisation en compostage. Ce déchet est qualifié de déchet dangereux dans l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2010 . L'exploitant a présenté les analyses HP1 à HP15 (étude EUROFINs d'octobre 2021) réalisées à la demande d'inspection des installations classées en 2021 permettant de justifier que les fines de calcaire ne sont pas des déchets dangereux.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet			

**Nom du point de contrôle : Entreposage interne des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 6.3			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets			
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populationsavoisnantes et l'environnement.En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.			
<b>Constats :</b> L'aire de stockage des déchets a été entièrement refaite en 2021, le sol est étanche et a été aménagé pour la récupération d'éventuels liquides épandus et des eaux pluviales souillées. Les bacs de stockage de l'ensemble des déchets sont munis de couvercles.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet			

**Nom du point de contrôle : Traçabilité des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté son registre des déchets.
<b>Constat 13-06072022 : NON-CONFORMITE :</b> le registre des déchets ne présente pas les éléments suivants : - numéro de SIRET et adresse du transporteur, - numéro de SIRET de l'établissement vers lequel le déchet est expédié, - qualification du traitement final (recyclage, valorisation, élimination ...).
<b>Observations :</b> En 2021, aucun déchet n'a été éliminé en dehors de la France.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution accidentelle
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : — dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; — dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; — dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.
<b>Constat 14-06072022 : NON-CONFOMITE :</b> 7 GRV de glucose placés en extérieur ne sont pas stockés sur rétention.
<b>Constat 15-06072022 : NON-CONFOMITE :</b> 1 GRV de récupération d'eaux souillées placé dans la zone limitrophe au stockage de manganèse et d'huile n'est pas pourvu d'une rétention.
<b>Constat 16-06072022 : NON-CONFOMITE :</b> 2 fûts d'huiles localisés dans l'atelier ne sont pas placés sur rétention.  Une quantité assez importante de GRV sans marquage ni étiquetage a été observée sur le site en extérieur à plusieurs endroits différents (devant la zone de stockage des engobes, avec les stockages de réfractaires pour wagons, à côté de la zone de stockage des GRV des eaux souillées ...). Ces GRV ne présentent pas de rétention. L'exploitant indique que ces GRV sont vides ou encrassés par des dépôts d'argile et qu'ils doivent être éliminés.
<b>Constat 17-06072022 : DEMANDE DE COMPLEMENT :</b> l'exploitant placera les GRV dans une ou des zones dédiées bien identifiées (soit par marquage au sol soit par affichage) et procédera à leur élimination de façon régulière.  D'une manière générale, l'exploitant améliorera l'étiquetage et l'identification des GRV présents sur le site (eaux souillées, eaux d'engobe, huiles usagées) et placera les GRV non vides sur des rétentions adaptées.
<b>Observations :</b> Certaines rétentions notamment dans la zone réservée au stockage d'huiles et graisses et sur la zone de lavage et stockage des déchets spéciaux sont pleines. Ces rétentions devront être vidées et les eaux souillées éliminées conformément à la réglementation en vigueur.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet